

Au Canada, nous avons tendance à personnaliser nos conflits politiques et à jeter le blâme sur des politiciens. Certains parlent comme si tout allait bien avant que Pierre Trudeau ne lance son attaque idéologique contre le nationalisme québécois; les défenseurs de Trudeau soutiennent pour leur part que tout allait bien jusqu'à ce que Brian Mulroney essaie d'apaiser les nationalistes. D'autres jettent le blâme sur l'intransigeance de René Lévesque, ou Clyde Wells, ou Jacques Parizeau. Mais un coup d'œil sur les fédérations multinationales qui existent dans le monde révèle clairement que les problèmes du Canada ne peuvent être imputés de cette façon à certains politiciens. Tout ce que nous savons des fédérations multinationales indique que ce sont des sociétés profondément divisées – et qu'elles le resteront –, et qu'elles ne parviendront jamais à la cohésion sociale et politique caractéristique des pays qui ont une seule identité nationale commune. Des dirigeants efficaces peuvent contribuer à gérer certains conflits pendant un certain temps, mais les conflits fondamentaux sont endémiques et persistants. Nous devons donc avoir des aspirations plus modestes quant au type d'unité possible au Canada.

La deuxième leçon que nous pouvons tirer de l'expérience internationale est que si nous visons moins haut et acceptons une unité moins forte, force est de constater que le fédéralisme a remporté des succès remarquables. Les pays fédéraux ont non seulement géré les conflits de manière pacifique et démocratique mais aussi assuré la prospérité et la liberté individuelles de leurs citoyens. C'est un exploit vraiment remarquable quand on considère le pouvoir immense du nationalisme au cours de ce siècle. Le nationalisme a fait éclater des empires coloniaux et des dictatures communistes et redessiné les frontières dans le monde entier. Des fédérations multinationales démocratiques ont pourtant réussi à maîtriser la force du nationalisme. Le fédéralisme a domestiqué le nationalisme, si l'on peut dire. Il est difficile d'imaginer une autre structure politique capable d'en faire autant.

Le fédéralisme ne peut évidemment pas réussir à maîtriser des nationalismes opposés s'il s'agit d'une pseudo-fédération comme celle qui a existé en ex-Yougoslavie, en ex-Tchécoslovaquie et en ex-Union soviétique. Bien que fédéraux de nom, ces pays n'accordaient aucune autonomie importante aux groupes nationaux et aucune perspective de dialogue et de coopération démocratiques véritables. Les lacunes de ce régime ont été analysées dans la section III.

Le fédéralisme ne réussira pas non plus à concilier des nationalismes opposés si les frontières des sous-unités sont tracées de manière à diviser et à enlever des pouvoirs aux minorités nationales. Aux États-Unis, par exemple, on a pris délibérément la décision de tracer les frontières des États de manière